

ARRETE MUNICIPAL n° 66-01 / 2026
Réglementation de la circulation pendant la durée
d'un chantier de travaux

Le Maire de la Commune de Notre-Dame de Bellecombe,

Vu le Code de la Route, notamment ses articles R.411-5, R. 411-8 et R. 411-20 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2212-2, L.2213-1, L. 2213-5, L. 2512-13 et R. 2213-1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu l'arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété ;

Vu la demande de prolongation formulée par l'entreprise VRD SERVICES le 29/09/2026 ;

Considérant les travaux de pose de dispositifs de retenue, **route du Chardonnet** dans notre commune.

Arrête

Article 1 – L'arrêté municipal n° 66/2026 est annulé et remplacé par le présent arrêté.

Article 2 – A partir du 28/09/2026 et durant 21 jours calendaires, la circulation sera réglementée dans les deux sens par alternat avec panneaux B15/C18, **lors d'une journée d'intervention.**

Article 3 – La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I, quatrième partie, signalisation de prescription et livre I, huitième partie, signalisation temporaire) sera mise en place par :

VRD SERVICES – 67 rte du Stade – 73160 VIMINES

Article 4 – Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 – Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter que ces travaux ne causent danger ou accidents à l'égard des tiers, notamment pour la circulation publique.

Article 6 – Mme le Maire, la Gendarmerie d'Ugine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'application du présent arrêté qui sera affiché à la porte de la Mairie ; notifié à l'entreprise VRD SERVICES pour être affiché au droit des travaux ; transmis à la Gendarmerie d'Ugine.

Article 7 – Conformément à l'article R102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Notre-Dame de Bellecombe, le 29/09/2026.

p/o Mme le Maire, Catherine QUITTET

